



SOUTIEN INTERNE PRÉVU PAR L'ACCORD DE L'OMC SUR L'AGRICULTURE

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE CANADA, L'ARGENTINE, L'AUSTRALIE,
LE BRÉSIL, LE GUATEMALA, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LE PARAGUAY,
LE PÉROU ET L'URUGUAY

La communication ci-après, datée du 5 juillet 2018, est distribuée à la demande des Membres du Groupe de Cairns indiqués ci-dessus.

1 TRAITEMENT DE LA QUESTION DU SOUTIEN INTERNE

1.1. La structure des échanges mondiaux de produits agricoles a considérablement évolué depuis le lancement du Cycle de Doha en 2001. De nombreux Membres estiment que la négociation de nouvelles règles devrait refléter la situation actuelle. S'agissant du soutien interne à l'agriculture, une analyse actualisée de données récentes peut permettre d'illustrer l'évolution, depuis 2001, du soutien interne ayant des effets de distorsion et d'éclairer les discussions sur la manière dont les disciplines prévues dans l'Accord sur l'agriculture devraient être renforcées pour refléter la réalité et les tendances actuelles du commerce. Le présent document a pour objectif de contribuer à une discussion technique détaillée sur le soutien interne en examinant les catégories de soutien interne définies dans l'Accord sur l'agriculture, article par article. En particulier, l'analyse porte sur les questions suivantes:

- 1) Comment l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture traite-t-il le soutien interne accordé par les Membres et que prévoit-il à cet égard?
- 2) Comment le soutien au titre de l'article 6 et de la catégorie verte a-t-il évolué depuis 2001?
- 3) Que prévoit l'Annexe 2 (ou "catégorie verte") de l'Accord sur l'agriculture pour le soutien interne accordé par les Membres?

1.2. L'analyse présentée dans ce document constitue la première étape de l'examen des catégories de soutien interne à l'agriculture définies dans l'Accord sur l'agriculture. Il est opportun de procéder à une analyse détaillée de chacune des dispositions relatives au soutien interne pour améliorer la compréhension des Membres et fournir une base éventuelle pour l'élaboration de nouvelles règles efficaces en matière de soutien interne.

2 MÉTHODOLOGIE

2.1. L'analyse présentée dans ce document est basée sur les notifications en matière de soutien interne présentées entre 2001 et 2014 par certains Membres de l'OMC qui sont d'importants exportateurs, importateurs ou producteurs de produits agricoles. Afin de faciliter la comparaison au sein de ce groupe de Membres, les montants notifiés ont été convertis en dollars nominaux des États-Unis. Les données sur la valeur de la production sont utilisées pour présenter une comparaison du soutien octroyé par les Membres en fonction de la taille de leur secteur agricole. Dans le cas où un Membre notifié des données sur la valeur de la production, celles-ci ont été

étaient utilisées dans l'analyse. Dans le cas contraire, les données sur la valeur de la production ont été recueillies auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

2.2. Une des limites de cette analyse tient au fait que tous les Membres du groupe qu'elle vise ne sont pas à jour de leurs notifications de soutien interne. Les Membres sont priés de faire en sorte de remplir leurs obligations de notification dans les délais prescrits et de présenter des notifications à jour. Cela nous aidera tous à mieux comprendre la situation actuelle en ce qui concerne le soutien interne, tout en contribuant à éclairer nos négociations en cours.

3 OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

3.1 Article 6 – Tendances en matière de soutien interne

3.1. Le montant du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et de la production octroyé au titre de l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture à certains négociants et producteurs importants en fonction de la valeur respective de leur production est en augmentation. C'est le cas pour des Membres comme la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde et l'Indonésie.

3.2. Le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et de la production octroyé au titre de l'article 6 de l'Accord sur l'agriculture en fonction de la valeur de la production diminue actuellement pour un autre groupe de négociants importants. C'est le cas pour le Brésil, le Canada, les États-Unis et l'Union européenne (UE).

3.3. Depuis 2001, plusieurs pays en développement Membres comme l'Inde, la Chine, l'Indonésie et le Brésil ont enregistré d'importantes augmentations, en valeur nominale, des dépenses liées au soutien interne, tandis que des Membres développés comme les États-Unis et l'UE ont réduit de manière significative leurs dépenses dans ce domaine.

3.4. La liste des principaux Membres ayant recours à l'article 6 a considérablement évolué depuis 2001. Cette année-là, les cinq principaux Membres étaient, dans l'ordre: l'UE, les États-Unis, l'Inde, le Japon et la Norvège. En 2010, ils étaient, dans l'ordre: l'Inde, la Chine, l'UE, le Japon et les États-Unis.

3.2 Article 6:2 – Subventions à l'investissement ou subventions aux intrants

3.5. Au total, 124 Membres sont autorisés à octroyer un soutien au titre de l'article 6:2 mais, depuis 2001, 52 Membres seulement ont notifié un soutien au titre de cet article.

3.6. Le montant total du soutien notifié au titre de l'article 6:2 a considérablement augmenté depuis 2001. Toutefois, une grande partie de ce soutien est réparti entre quelques Membres seulement. Le soutien octroyé au titre de l'article 6:2 a régulièrement augmenté en valeur nominale pour la plupart des Membres visés par cette analyse, mais il est resté relativement stable en termes de pourcentage de la valeur de la production.

3.3 Article 6:3 – MGS totale consolidée finale et MGS totale courante

3.7. Globalement, le niveau de soutien octroyé (autrement dit, la mesure globale du soutien (MGS) totale courante) notifié a diminué depuis 2001. Cela s'est traduit, en général, par un écart accru entre la MGS totale courante notifiée et la MGS totale consolidée finale inscrites dans les listes d'engagements des Membres.

3.8. Pour quelques Membres, dont l'UE et les États-Unis, le niveau de la MGS totale courante notifiée est resté relativement constant depuis 2010.

3.9. Pour certains Membres, comme l'Argentine, le Japon et la Norvège, le montant de la MGS totale courante notifiée est resté relativement stable depuis 2001.

3.4 Article 6:4 – De minimis

3.10. De manière générale, le soutien *de minimis* a augmenté en valeur nominale et les niveaux de soutien autorisés continuent à augmenter pour la plupart des Membres à mesure que la valeur de la production augmente. Toutefois, en termes de pourcentage de la valeur de la production, le soutien *de minimis* est resté relativement stable depuis 2001, et il reste généralement bien inférieur aux niveaux *de minimis* autorisés par l'Accord sur l'agriculture ou par les protocoles d'accessions des Membres accédants. Une analyse plus approfondie est nécessaire pour déterminer si c'est également le cas pour le soutien *de minimis* par produit. Depuis 2001, ce soutien a considérablement augmenté pour certains négociants importants tels que la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Inde, et l'UE.

3.11. Depuis 2001, le soutien *de minimis* autre que par produit a augmenté dans le cas du Brésil, du Canada, de la Chine, de la Fédération de Russie, du Japon et de l'UE.

3.5 Article 6:5 – Programmes de limitation de la production (catégorie bleue)

3.12. Quelques Membres ont accordé un soutien de la catégorie bleue, et la Norvège, le Japon et l'UE ont octroyé des montants élevés de soutien nominal relevant de cette catégorie. Néanmoins, l'ensemble du soutien de la catégorie bleue, tant en valeur nominale qu'en pourcentage, a diminué au fil du temps.

3.6 Annexe 2 – Catégorie verte

3.13. Depuis 2001, le soutien interne notifié au titre de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture (catégorie verte) a augmenté pour certains négociants et producteurs importants, dont l'UE, les États-Unis, la Chine et l'Inde.

3.14. Le type de soutien de la catégorie verte octroyé varie d'un Membre à l'autre. En fonction du Membre, le soutien est axé sur les services de caractère général (par exemple: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Japon), sur les versements directs (par exemple: Mexique, Norvège et UE), sur l'aide alimentaire intérieure (par exemple: États-Unis et Indonésie) ou sur la détention de stocks publics (par exemple: Inde).

3.15. À l'exception de la Chine et du Japon, tous les Membres visés par l'analyse ont fait état d'une augmentation du soutien de la catégorie verte par rapport à la valeur de leur production entre 2001 et 2010. Toutefois, depuis 2010, le soutien au titre de la catégorie verte par rapport à la valeur de la production a généralement diminué.

4 ARTICLE 6 ET ANNEXE 2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ET TENDANCES ACTUELLES EN MATIÈRE DE NIVEAUX DE SOUTIEN

4.1. L'article 6 de l'Accord sur l'agriculture détaille tous les types de soutien interne qui ne répondent pas aux critères de l'Annexe 2 de l'Accord (à savoir la catégorie verte). Cela inclut les formes de soutien ayant des effets de distorsion qui sont limitées, ainsi que d'autres qui sont exemptées de toute limite quantitative. Une limite est imposée à certains Membres quant au montant de la MGS qui est fixé en termes monétaires dans leurs listes d'engagements, comme indiqué à l'article 6:3 de l'Accord sur l'agriculture, et une limite est imposée à la majorité des Membres quant au montant de soutien ayant des effets de distorsion des échanges qu'ils peuvent accorder en fonction de la valeur de leur production (par exemple: le soutien *de minimis* défini à l'article 6:4). Certains types de soutien ayant des effets de distorsion des échanges, qui seraient autrement pris en compte dans le calcul des engagements en matière de MGS totale courante, sont exemptés de ces limites si certains critères sont respectés (par exemple: les programmes cités à l'article 6:2 ou le soutien de la "catégorie bleue" visant à limiter la production défini à l'article 6:5).

4.2. Les tableaux 1 et 2 ci-après présentent certains types de soutien au titre de l'article 6 notifiés par les Membres de l'OMC¹ entre 2001 et 2014. Le tableau 1 présente le soutien nominal converti en dollars EU, et le tableau 2 présente le soutien en pourcentage de la valeur de la production.

¹ En 2016, les Membres de ce groupe faisaient partie des 10 principaux exportateurs et/ou importateurs mondiaux de produits agricoles, selon l'*Examen statistique du commerce mondial 2017*.

Tableau 1 – Soutien au titre de l'article 6, en millions de \$EU

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	48	63	76	74	75	79	80	82	96	109	115	104	93	s.o.
Australie	166	127	137	161	169	159	297	136	47	77	251	284	215	307
Brésil	1 307	1 408	1 813	1 524	2 005	2 415	2 891	3 638	3 241	5 131	5 381	3 648	3 500	4 545
Canada	1 990	2 440	2 145	2 448	2 158	1 962	2 876	3 231	2 639	3 017	3 100	2 989	2 662	1 945
Chine	307	182	314	745	568	2 046	5 552	13 762	15 896	18 170	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis	21 534	16 328	10 187	18 087	18 923	11 343	8 520	15 637	12 202	10 113	14 398	15 016	14 268	13 598
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 902	6 892	5 008
Inde	8 254	7 341	9 026	10 690	12 318	15 536	22 744	32 760	31 588	33 892	28 502	27 568	25 257	27 880
Indonésie	0	0	93	140	276	360	737	1 667	1 918	2 265	1 874	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	6 500	6 860	6 426	6 625	6 350	5 838	4 791	6 830	8 119	11 112	11 414	12 334	9 837	8 512
Mexique	1 217	4 557	1 333	1 293	1 491	1 682	1 787	2 524	2 019	2 592	2 737	2 058	2 337	2 220
Norvège	2 005	2 252	2 569	2 694	2 338	2 297	2 447	2 787	2 320	2 365	2 614	2 670	2 574	2 428
Union européenne	57 225	52 013	65 038	75 112	53 628	42 880	27 249	26 703	23 942	14 382	15 073	13 406	14 122	15 064

Tableau 2 – Soutien au titre de l'article 6, en pourcentage de la valeur de la production

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	s.o.
Australie	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8	0,4	0,1	0,2	0,5	0,6	0,4	0,6
Brésil	3,4	3,8	4,0	2,8	3,9	4,2	3,9	3,8	3,9	5,0	4,6	3,6	2,0	2,5
Canada	9,0	11,5	9,1	9,7	7,8	6,2	7,3	7,4	7,3	6,8	6,1	5,4	4,8	3,8
Chine	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4	1,0	1,8	2,0	2,0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis	10,8	8,4	4,7	7,7	8,0	4,6	2,8	4,9	4,3	3,0	3,8	3,8	3,6	3,4
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,4	5,9	4,4
Inde	8,1	7,5	7,7	8,0	8,1	8,9	9,2	13,1	12,9	10,2	7,6	7,6	7,7	7,9
Indonésie	0,0	0,0	0,3	0,4	0,7	0,7	1,2	2,3	2,6	2,3	1,3	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	8,9	9,6	8,4	8,2	8,2	8,2	6,7	8,1	9,2	11,7	10,8	11,3	11,1	10,5
Mexique	3,6	14,0	4,2	3,8	4,3	4,4	4,2	5,2	5,1	5,6	5,5	3,9	4,2	3,8
Norvège	82,5	81,3	80,7	81,4	66,0	63,9	59,2	61,5	56,3	53,0	53,7	53,2	50,2	46,6
Union européenne	22,0	19,6	20,5	20,6	15,1	11,6	6,1	5,3	5,7	3,3	2,9	2,8	2,8	3,0

4.1 Article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture

4.3. En vertu de l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture, parfois dénommé la "catégorie développement", la plupart des pays en développement Membres² sont autorisés à exclure certains types de soutien interne qui seraient autrement inclus dans le calcul de la MGS totale courante d'un Membre. Il n'existe pas de limite quant au montant du soutien au titre de l'article 6:2, à condition que le soutien respecte l'un des critères suivants:

- certaines subventions à l'investissement, qui sont généralement disponibles pour l'agriculture.
- certaines subventions aux intrants, qui sont généralement disponibles pour les producteurs qui ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées.
- soutien au remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites.

4.4. La majorité des pays en développement Membres n'ont notifié aucun soutien au titre de l'article 6:2. Cinquante-deux (52) pays en développement Membres ont notifié un soutien interne au titre de l'article 6:2 pour une année au moins entre 2001 et 2014.

² Dans le cadre de son Protocole d'accession, la Chine pourrait octroyer un soutien par le biais de mesures gouvernementales du type de celles visées à l'article 6:2, et le montant de ce soutien serait inclus dans le calcul de sa mesure globale du soutien (MGS). Le Protocole d'accession du Kazakhstan contient une disposition semblable concernant le soutien accordé au titre de l'article 6:2.

Tableau 3 – Soutien au titre de l'article 6:2, en millions de \$EU

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Brésil	332	393	495	394	626	765	643	900	871	1 651	1 739	1 040	1 070	1 875
Colombie	54	31	35	72	50	88	194	366	318	339	348	518	581	491
Corée, République de	51	46	50	47	53	51	51	4	1	1	1	s.o.	s.o.	s.o.
Égypte	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	27	36	39	39	42	44	35	52	49	50
Inde	8 254	7 341	9 026	10 689	12 316	15 536	22 312	31 459	29 857	31 610	25 405	24 173	22 828	24 836
Indonésie	0	0	93	140	276	360	737	1 667	1 918	2 265	1 874	s.o.	s.o.	s.o.
Maroc	134	130	113	123	142	159	228	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mexique	394	3 865	627	606	723	843	751	1 131	926	1 225	1 189	1 118	1 027	1 076
Philippines	77	57	53	51	47	51	72	107	308	162	169	247	290	284
Sri Lanka	42	28	28	38	65	96	141	409	291	228	283	338	176	s.o.
Thaïlande	84	2	74	15	0	3	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	1 218
Viet Nam	-	-	-	-	-	-	760	497	178	212	301	289	212	s.o.

Tableau 4 – Soutien au titre de l'article 6:2, en pourcentage de la valeur de la production

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Brésil	0,9	1,1	1,1	0,7	1,2	1,3	0,9	0,9	1,1	1,6	1,5	1,0	0,6	1,0
Colombie	0,6	0,4	0,4	0,7	0,4	0,7	1,2	1,8	1,7	1,6	1,5	2,1	2,5	2,0
Corée, République de	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	s.o.	s.o.	s.o.
Égypte	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Inde	8,1	7,5	7,7	8,0	8,1	8,9	9,0	12,5	12,2	9,6	6,8	6,7	6,9	7,1
Indonésie	0,0	0,0	0,3	0,4	0,7	0,7	1,2	2,3	2,6	2,3	1,3	s.o.	s.o.	s.o.
Maroc	2,5	2,1	1,4	1,4	1,7	1,5	2,1	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mexique	1,2	11,9	2,0	1,8	2,1	2,2	1,7	2,3	2,4	2,7	2,4	2,1	1,8	1,8
Philippines	0,7	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	1,3	0,6	0,5	0,8	0,9	0,8
Sri Lanka	2,9	1,7	1,8	2,4	3,4	4,8	6,2	11,5	9,2	6,1	7,1	9,3	4,0	s.o.
Thaïlande	0,7	0,0	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2,9
Viet Nam	-	-	-	-	-	-	4,2	2,4	0,7	0,7	0,8	0,8	0,6	s.o.

4.2 Article 6:3 et listes OMC des Membres – Mesure globale du soutien totale consolidée finale

4.5. Trente-deux (32) Membres ont inscrit un engagement supérieur à zéro concernant la MGS totale consolidée finale dans leurs listes OMC. Cela inclut 15 Membres développés et 17 Membres en développement avec une MGS totale consolidée finale comprise entre 0,4 million de dollars EU et 105 milliards de dollars EU. Pour être conforme à l'article 6:3, la MGS totale courante d'un Membre (c'est-à-dire le soutien effectivement appliqué) doit être égale ou inférieure au niveau d'engagement en matière de MGS totale consolidée finale qui est inscrit dans la Liste.

Tableau 5 – MGS totale courante, en millions de \$EU

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	48	63	76	74	75	75	75	74	74	74	74	72	74	s.o.
Australie	160	116	135	152	158	156	173	0	0	0	0	0	0	0
Brésil	0	0	0	0	117	0	342	520	293	269	214	8	0	0
Canada	1 838	2 198	1 260	1 044	655	526	787	1 578	1 220	478	528	837	485	534
Colombie	0	9	0	0	31	18	25	18	25	26	0	32	20	20
États-Unis	14 482	9 637	6 950	11 629	12 943	7 742	6 260	9 183	6 548	5 161	7 067	6 860	6 892	3 810
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 800	65	53
Japon	5 486	5 822	5 536	5 618	5 383	4 911	3 540	5 035	6 036	6 572	7 006	7 631	6 079	5 669
Mexique	520	342	301	232	458	151	324	328	334	379	386	188	354	115
Norvège	1 190	1 303	1 530	1 582	1 696	1 679	1 781	2 049	1 627	1 596	1 756	1 801	1 681	1 551
Union européenne	35 249	26 914	34 864	38 758	35 352	33 410	16 909	17 278	15 119	8 611	9 535	7 580	7 929	8 813

Tableau 6 – Pourcentage de l'engagement en matière de MGS totale consolidée finale utilisé

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	61	82	100	99	100	100	100	99	99	99	99	97	99	s.o.
Australie	65	45	44	44	44	44	44	0	0	0	0	0	0	0
Brésil	0	0	0	0	13	0	37	57	32	29	23	1	0	0
Canada	66	80	41	32	18	14	20	39	32	11	12	19	12	14
Colombie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
États-Unis	76	50	36	61	68	41	33	48	34	27	37	36	36	20
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64	1	1
Japon	17	18	16	15	15	14	10	13	14	15	14	15	15	15
Mexique	19	13	13	10	20	7	14	15	18	19	19	10	18	6
Norvège	93	91	95	93	95	94	91	101	89	84	86	91	86	85
Union européenne	55	40	43	43	39	37	17	16	15	9	9	8	8	9

4.3 Article 6:4 – De minimis

4.6. Pour la majorité des Membres, le montant de soutien MGS qu'ils peuvent octroyer est limité par leurs niveaux *de minimis* autorisés. Le soutien interne dont le montant n'excède pas un pourcentage donné de la valeur de la production totale d'un produit, ou le soutien autre que par produit total qui n'excède pas la valeur de la production totale du secteur agricole, sont exclus du calcul de la MGS totale courante d'un Membre. Le pourcentage *de minimis* pour les pays développés Membres est de 5%, tandis que les pays en développement Membres ont généralement un pourcentage *de minimis* de 10%. Un petit nombre de Membres ayant accédé à l'OMC depuis sa création ont un pourcentage *de minimis* de 8,5%.

Tableau 7 – Total du soutien de minimis, en millions de \$EU

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	0	0	0	0	0	4	5	7	22	35	41	32	19	s.o.
Australie	6	11	2	9	11	3	124	136	47	77	251	284	215	307
Brésil	976	1 015	1 319	1 129	1 262	1 651	1 906	2 217	2 078	3 211	3 428	2 601	2 430	2 669
Canada	152	242	884	1 405	1 502	1 436	2 089	1 653	1 418	2 540	2 572	2 152	2 177	1 411
Chine	307	182	314	745	568	2 046	5 552	13 762	15 896	18 170	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Colombie	35	67	23	32	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0
États-Unis	7 052	6 690	3 237	6 458	5 980	3 601	2 260	6 453	5 654	4 952	7 331	8 156	7 376	9 788
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 102	6 827	4 955
Inde	0	0	0	1	2	0	433	1 301	1 730	2 282	3 097	3 395	2 429	3 044
Indonésie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	264	348	302	381	375	324	890	1 481	1 850	1 045	2 487	2 757	2 160	2 138
Mexique	303	351	405	454	309	688	712	1 065	758	988	1 161	752	955	1 029
Norvège	4	7	0	9	34	27	30	33	35	42	61	54	64	66
Union européenne	746	1 827	2 205	2 535	1 556	2 324	3 270	1 591	1 428	1 610	1 394	2 288	2 657	2 432

Tableau 8 – Total du soutien de minimis par produit, en millions de \$EU

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	0	0	0	0	0	4	5	7	22	35	41	32	19	s.o.
Australie	6	10	2	9	10	3	3	1	0	0	13	1	1	0
Brésil	236	212	250	279	69	308	436	90	170	682	582	237	321	400
Canada	152	242	75	136	287	301	323	87	53	364	354	131	243	144
Chine	216	154	159	507	300	171	1 509	2 413	2 850	3 744	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Colombie	35	67	23	32	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0
États-Unis	224	1 590	436	680	118	171	237	2 874	4 405	4 069	5 549	7 846	7 103	4 256
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 102	1 372	1 074
Inde	0	0	0	1	2	0	433	1 301	1 730	2 282	2 765	2 973	2 050	2 678
Indonésie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	99	185	146	224	210	161	189	149	145	296	199	274	224	175
Mexique	302	340	392	436	302	676	699	1 026	708	928	997	671	716	822
Norvège	-	10	5	17	10	8	11	11	12	18	34	31	35	41
Union européenne	232	945	1 017	1 186	238	559	2 104	482	597	682	434	1 267	1 401	1 151

Tableau 9 – Total du soutien de *minimis*, en pourcentage de la valeur de la production

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	s.o.
Australie	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	0,1	0,2	0,5	0,6	0,4	0,6
Brésil	2,5	2,7	2,9	2,1	2,5	2,9	2,6	2,3	2,5	3,1	3,0	2,6	1,4	1,5
Canada	0,7	1,1	3,7	5,5	5,4	4,6	5,3	3,8	3,9	5,7	5,0	3,9	3,9	2,7
Chine	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4	1,0	1,8	2,0	2,0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Colombie	0,4	0,8	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis	3,6	3,4	1,5	2,7	2,5	1,5	0,7	2,0	2,0	1,5	1,9	2,1	1,9	2,4
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0	5,9	4,4
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	0,7	0,9
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	1,2	1,8	2,1	1,1	2,3	2,5	2,4	2,6
Mexique	0,9	1,1	1,3	1,3	0,9	1,8	1,7	2,2	1,9	2,2	2,3	1,4	1,7	1,8
Norvège	0,1	0,2	0,0	0,3	1,0	0,7	0,7	0,7	0,9	0,9	1,2	1,1	1,2	1,3
Union européenne	0,3	0,7	0,7	0,7	0,4	0,6	0,7	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,5	0,5

Tableau 10 – Total du soutien de la catégorie orange, en millions de \$EU

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	48	63	76	74	75	79	80	82	96	109	115	104	93	s.o.
Australie	166	127	137	161	169	159	297	136	47	77	251	284	215	307
Brésil	976	1 015	1 319	1 129	1 379	1 651	2 248	2 737	2 371	3 480	3 642	2 609	2 430	2 669
Canada	1 990	2 441	2 145	2 448	2 158	1 962	2 876	3 231	2 639	3 017	3 100	2 989	2 662	1 945
Chine	307	182	314	745	568	2 046	5 552	13 762	15 896	18 170	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Colombie	35	76	23	32	31	18	25	18	25	26	5	32	20	20
États-Unis	21 534	16 328	10 187	18 087	18 923	11 343	8 520	15 637	12 202	10 113	14 398	15 016	14 268	13 598
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 902	6 892	5 008
Inde	0	0	0	1	2	0	433	1 301	1 730	2 282	3 097	3 395	2 429	3 044
Indonésie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	5 750	6 170	5 838	5 999	5 758	5 236	4 430	6 516	7 886	7 617	9 493	10 388	8 239	7 807
Mexique	823	692	706	687	767	839	1 036	1 393	1 092	1 368	1 548	940	1 310	1 144
Norvège	1 190	1 309	1 530	1 591	1 730	1 706	1 812	2 081	1 662	1 638	1 817	1 854	1 745	1 617
Union européenne	35 995	28 742	37 069	41 293	36 908	35 734	20 178	18 870	16 547	10 221	10 929	9 867	10 585	11 244

4.4 Quels types de soutien interne sont inclus dans la MGS totale courante et dans le soutien de *minimis* défini à l'article 6:4 (catégorie orange)?

4.7. La MGS totale courante inclut le soutien qui ne répond pas aux critères de l'Annexe 2 (catégorie verte) de l'Accord sur l'agriculture, ou le soutien ayant des effets de distorsion des échanges et/ou de la production qui n'est pas exclu au titre de l'article 6:2 ou 6:5 de l'Accord sur l'agriculture. Les types de soutien ci-après sont habituellement inclus dans la MGS:

- soutien des prix du marché par produit;
- versements directs non exemptés qui dépendent d'un écart des prix;
- versements directs non exemptés basés sur des facteurs de production autres que les prix;
- subventions aux intrants;
- soutien autre que par produit, y compris diverses formes d'assurance-récolte/production.

4.5 Article 6:5 – Catégorie bleue

4.8. En vertu de l'article 6:5 de l'Accord sur l'agriculture, les Membres sont autorisés à exclure de leur MGS totale courante les versements directs réalisés dans le cadre de "*programmes de limitation de la production*", dans les trois cas suivants:

- si les versements sont fondés sur une superficie de production et des rendements fixes (article 6:5 a) i) de l'Accord sur l'agriculture);
- si les versements sont effectués pour 85% ou moins du niveau de base de la production (article 6:5 a) ii) de l'Accord sur l'agriculture); ou
- si les versements pour le bétail sont effectués pour un nombre de têtes fixe (article 6:5 a) iii) de l'Accord sur l'agriculture)

4.9. Les programmes de la catégorie bleue diffèrent des programmes de la catégorie orange parce qu'ils comportent une "limite quantitative" exprimée en termes de superficie ou de rendement; de niveau de base de la production; ou de nombre de têtes. La production qui excède cette limite ne peut pas faire l'objet de versements additionnels, raison pour laquelle ces programmes sont décrits comme des "*programmes de limitation de la production*" dans l'Accord.

4.10. Il n'existe pas de limite quant au montant du soutien qu'un Membre peut accorder au titre de l'article 6:5. Tous les Membres peuvent octroyer un soutien de la catégorie bleue.

Tableau 11 – Soutien de la catégorie bleue, en millions de \$EU

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Islande	0	0	0	0	0	1	8	6	4	5	5	5	5	6
Japon	750	690	588	627	592	603	360	313	233	3 495	1 921	1 945	1 597	705
Norvège	815	943	1 040	1 103	608	592	635	706	658	727	797	815	830	811
Union européenne	21 231	23 271	27 969	33 819	16 720	7 146	7 071	7 834	7 395	4 161	4 144	3 539	3 537	3 819

Tableau 12 – Soutien de la catégorie bleue, en pourcentage de la valeur de la production

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Islande	0	0	0	0	0	0	3	3	3	3	2	2	2	2
Japon	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,5	0,4	0,3	3,7	1,8	1,8	1,8	0,9
Norvège	34	34	33	33	17	16	15	16	16	16	16	16	16	16
Union européenne	8	9	9	9	5	2	2	2	2	1	1	1	1	1

4.6 Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture – Catégorie verte

4.11. Une mesure classée dans la catégorie verte doit satisfaire à la prescription selon laquelle ses effets de distorsion sur les échanges ou sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimales. Toutes les mesures de soutien de la catégorie verte doivent répondre aux critères et aux conditions spécifiques suivant les politiques énoncés à l'Annexe 2, et aux deux critères suivants:

- a. le soutien en question sera fourni dans le cadre d'un programme public financé par des fonds publics (y compris les recettes publiques sacrifiées) n'impliquant pas de transferts de la part des consommateurs; et
- b. le soutien en question n'aura pas pour effet d'apporter un soutien des prix aux producteurs.

4.12. Les critères et les conditions spécifiques suivant les politiques sont énoncés aux paragraphes 2 à 13 de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, et ils comportent les catégories suivantes:

4.6.1 Services de caractère général

Cette catégorie inclut le soutien octroyé à la recherche agricole, à la lutte contre les parasites et les maladies, aux services de formation, aux services de vulgarisation et de consultation, aux services d'inspection, aux services de commercialisation et de promotion, et aux services d'infrastructure.

4.6.2 Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire

Cette catégorie inclut les dépenses en rapport avec la formation et la détention de stocks faisant partie intégrante d'un programme de sécurité alimentaire défini dans la législation nationale. L'Annexe 2 dispose que la formation des stocks doit correspondre à des objectifs prédéterminés, que les achats de produits alimentaires doivent s'effectuer aux prix courants du marché, et que les ventes provenant des stocks doivent s'effectuer à des prix qui ne sont pas inférieurs aux prix courants du marché intérieur. Si un Membre achète des stocks à des prix administrés, la différence entre le prix d'acquisition et le prix de référence extérieur doit être prise en compte dans la MGS.

4.6.3 Aide alimentaire intérieure

4.13. Cette catégorie inclut les dépenses (et les recettes sacrifiées) en rapport avec la fourniture d'aide alimentaire intérieure à des segments de la population qui sont dans le besoin. Les achats de produits alimentaires à des fins d'aide alimentaire intérieure doivent être effectués aux prix courants du marché.

4.6.4 Versements directs aux producteurs

4.14. Cette catégorie inclut certains versements aux producteurs qui doivent être conformes aux critères spécifiques suivant les politiques, qui s'appliquent aux différents types de versements directs, à savoir:

- a) soutien du revenu découplé;
- b) participation financière de l'État à des programmes de garantie des revenus et à des programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus;
- c) versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles;
- d) aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes incitant les producteurs à cesser leurs activités;
- e) aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes de retrait de ressources de la production;
- f) aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement;
- g) versements au titre de programmes de protection de l'environnement;
- h) versements au titre de programmes d'aide régionale.

Tableau 13 – Total du soutien de la catégorie verte, en millions de \$EU

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	74	120	135	170	249	339	432	535	831	998	953	1 005	848	s.o.
Australie	728	1 056	1 291	1 342	1 595	1 769	2 320	1 939	1 742	1 703	1 862	1 533	1 397	1 377
Brésil	1 462	893	820	896	1 920	2 422	2 346	3 297	3 580	4 907	4 945	4 771	6 199	4 295
Canada	1 108	1 088	2 428	3 152	3 162	2 705	2 964	2 436	2 351	2 771	2 756	2 656	2 318	1 974
Chine	29 278	30 460	31 166	37 272	37 778	44 714	60 185	85 342	69 892	78 968	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis	50 672	58 322	64 062	67 425	72 328	76 035	76 162	86 218	100 779	118 957	125 116	127 441	133 311	124 483
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 730	2 923	2 884
Inde	4 002	5 237	5 883	6 183	5 907	6 493	9 567	16 927	17 381	19 479	18 695	18 741	18 362	s.o.
Indonésie	241	509	566	1 408	799	857	1 026	1 489	1 625	2 321	3 563	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	20 957	18 145	17 996	19 356	17 386	15 498	15 984	17 776	19 754	17 349	24 745	23 523	17 035	15 133
Mexique	2 563	2 632	2 724	2 932	3 105	3 112	3 777	3 355	3 362	3 667	4 991	4 796	5 081	5 721
Norvège	480	543	548	591	910	965	1 146	1 217	1 128	1 197	1 310	1 324	1 334	1 251
Union européenne	18 489	19 203	24 913	30 287	50 092	70 916	85 693	92 028	88 627	90 129	98 667	91 405	86 335	86 579

Tableau 14 – Total du soutien de la catégorie verte, en pourcentage de la valeur de la production

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	0,4	0,7	0,6	0,8	1,0	1,4	1,3	1,4	3,0	2,3	1,9	1,8	1,5	s.o.
Australie	3,5	5,8	5,3	5,0	5,4	6,4	6,3	5,5	5,4	3,8	3,8	3,1	2,8	2,8
Brésil	3,8	2,4	1,8	1,6	3,8	4,2	3,1	3,4	4,4	4,8	4,3	4,7	3,5	2,4
Canada	5,0	5,1	10,3	12,4	11,4	8,6	7,5	5,5	6,5	6,3	5,4	4,8	4,2	3,8
Chine	10,4	10,0	9,7	9,5	8,7	9,7	10,3	11,2	8,7	8,5	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis	25,5	30,0	29,6	28,6	30,6	30,9	24,8	27,2	35,4	35,5	32,9	32,1	34,0	30,7
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,6	2,5	2,5
Inde	3,9	5,4	5,0	4,6	3,9	3,7	3,9	6,7	7,1	5,9	5,0	5,2	5,6	5,9
Indonésie	1,2	1,9	1,8	3,8	2,0	1,7	1,7	2,0	2,2	2,3	2,4	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	28,7	25,5	23,6	24,0	22,5	21,7	22,2	21,1	22,4	18,3	23,4	21,5	19,2	18,7
Mexique	7,6	8,1	8,5	8,5	8,9	8,1	8,8	6,9	8,5	8,0	10,0	9,1	9,0	9,8
Norvège	19,8	19,6	17,2	17,9	25,7	26,8	27,7	26,8	27,4	26,8	26,9	26,4	26,0	24,0
Union européenne	7,1	7,2	7,9	8,3	14,1	19,2	19,1	18,2	21,1	20,8	19,1	19,0	17,1	17,2

Tableau 15 – Services de caractère général, en pourcentage du soutien de la catégorie verte

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	83	84	82	84	86	82	83	68	66	66	75	66	71	s.o.
Australie	64	52	54	60	52	45	39	42	50	51	56	66	66	68
Brésil	66	62	54	53	65	64	55	67	63	48	46	56	61	46
Canada	80	81	44	43	48	62	65	73	72	71	76	76	78	86
Chine	60	60	60	54	56	56	61	60	49	47	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis	18	18	17	17	16	14	14	18	11	11	9	8	10	8
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	41	53
Inde	2	2	2	6	8	10	9	5	4	6	23	21	19	18
Indonésie	2	1	2	61	6	17	15	11	14	16	40	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	82	77	77	79	76	76	68	69	66	61	74	71	66	63
Mexique	27	27	29	28	34	34	39	29	30	32	31	31	35	27
Norvège	21	19	23	25	10	10	12	12	12	12	12	12	13	13
Union européenne	27	26	23	23	14	12	11	11	12	12	13	12	13	14

Tableau 16 – Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, en pourcentage du soutien de la catégorie verte

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	s.o.
Australie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	4,9	5,0	0,7	7,3	7,7	6,5	7,7	7,1	6,6	13,3	15,1	4,3	5,1	8,7
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chine	24,6	21,1	21,1	13,6	14,2	14,1	11,8	9,8	14,6	14,4	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,9	0,0	0,0
Inde	91,7	95,4	93,1	92,7	88,2	86,9	81,2	56,1	70,7	70,9	76,7	79,0	80,6	82,5
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	10,9	13,7	13,1	4,8	8,7	11,4	6,9	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	1,7	1,6	1,5	1,3	1,3	1,2	1,1	1,3	1,3	1,5	1,2	1,3	1,1	1,3
Mexique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	16,6	12,5	13,6	16,8	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Union européenne	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 17 – Aide alimentaire intérieure, en pourcentage du soutien de la catégorie verte

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.
Australie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Brésil	29	33	43	39	26	28	33	25	28	35	37	33	27	37
Canada	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis	67	65	66	68	70	71	71	70	78	80	82	84	82	83
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Inde	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Indonésie	98	95	97	38	82	68	70	84	77	72	53	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mexique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	22	12	13
Norvège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Union européenne	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 18 – Versements directs aux producteurs, en pourcentage du soutien de la catégorie verte

Membre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Argentine	17	16	18	16	14	18	17	32	34	34	25	34	29	s.o.
Australie	36	48	46	40	48	55	61	58	50	49	44	34	34	32
Brésil	0	0	2	1	1	1	4	1	2	4	2	6	7	9
Canada	20	19	56	57	52	38	35	27	28	29	24	24	22	14
Chine	15	19	19	33	30	30	27	30	37	39	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis	15	17	17	15	14	15	14	12	10	9	9	8	8	9
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	59	47
Inde	6	3	5	2	4	3	10	39	25	23	0	0	0	0
Indonésie	0	4	2	0	1	1	1	1	1	1	0	s.o.	s.o.	s.o.
Japon	16	22	21	20	22	22	31	29	33	37	25	27	32	36
Mexique	73	73	71	72	66	66	61	71	70	68	57	47	53	61
Norvège	63	69	64	58	90	90	88	88	88	87	88	87	87	87
Union européenne	71	73	76	75	85	87	88	88	87	86	86	86	86	85